

**Discours de Monique Barbut  
Secrétaire exécutive, CNULCD**

**« Forum de la terre »**

**12 novembre 2016  
Université Cadi Ayad**

## L'histoire de Badada

Bill Gates a parfaitement résumé la situation quand il a dit: « ***l'avenir devient durable lorsque nous investissons dans les pauvres et non lorsque nous insistons pour qu'ils continuent à souffrir*** ».

Aujourd'hui, 1. 4 milliards de pauvres vivent avec moins de 1, 25 dollars par jour. Un milliard d'entre eux vivent dans les zones rurales. L'agriculture est leur principale, sinon seule, source de revenu. Les petits exploitants agricoles gèrent plus de 80 pour cent des quelques 500 millions de petites fermes dans le monde et fournissent 80 % des denrées alimentaires consommées en grande partie par les pays en voie de développement. Ils exploitent des fermes de 2 hectares en moyenne. Bien qu'ils fassent un travail éreintant, beaucoup ne produisent pas assez pour se nourrir eux-mêmes ou leurs familles.

Ce sont des personnes comme Badada Kebede. Badada est né en 1975 à Tombe Anchabi, un village des hauts plateaux éthiopiens. Quand il avait huit ans, Badada a emménagé avec sa grand-mère. Ils survivaient en vendant du bois de feu. Quelques années plus tard, Badada a eu sa propre petite famille. Il cultivait un tout petit bout de terre qui était déjà aride et de mauvaise qualité. Les maigres récoltes ne pouvant pas nourrir sa famille grandissante, il a donc

poursuivi la tradition familiale en coupant des arbres et en vendant du bois de feu.

La déforestation a conduit à l'érosion des sols et à une dégradation des terres plus importante, réduisant d'autant la productivité et la disponibilité de l'eau. L'insécurité alimentaire de sa famille et la pauvreté sont devenues permanentes.

Cette histoire se répète inexorablement pour les pauvres à travers l'Afrique où plus de 45 % des terres sont affectées par la dégradation.

Le changement et la variabilité du climat constituent des défis majeurs. Le phénomène d'El Niño en 2016 a entraîné beaucoup de pays africains dans la plus grave crise alimentaire des dernières 25 années. Près de 24 millions de personnes dans la région de la Corne de l'Afrique ont fait face aux pénuries alimentaires. En Éthiopie seulement, 9,7 millions de personnes ont eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence pour subvenir à leurs besoins alimentaires de base et environ 420.000 enfants ont souffert de malnutrition aiguë sévère.

Les conditions climatiques extrêmes, surtout les longues périodes de sécheresses, les vagues de chaleur prolongées, les pluies intenses et les inondations, deviendront de plus en plus courantes. Selon le groupe

intergouvernemental sur le changement climatique, le GIEC, dans certains pays africains, le rendement de l'agriculture pluviale pourrait baisser de moitié au cours des dix prochaines années. 29 pays africains pourraient faire face à une perte potentielle d'environ 35 millions de tonnes de la production céréalière.

Dans un monde où le climat change, les terres et les ressources en eau sont soumises à des pressions de plus en plus fortes ; les revenus et les opportunités économiques chutent avec les rendements agricoles.

La baisse des revenus et le manque de perspectives économiques conduisent à la désolation. Nous créons un pool de personnes, surtout jeunes, désespérées, sous-employées et pauvres. Pour illustrer ce propos, on estime que plus de 41 millions de ces jeunes, si vulnérables, errent seuls dans la région du Sahel.

Sous ce genre de pression, la croissance démographique rapide de l'Afrique, en particulier de la population jeune, représente une menace pour la sécurité et la stabilité future. Nous devons agir.

En effet, la première stratégie de ces populations est de migrer. Dans le passé, la migration saisonnière vers les terres disponibles les plus proches avait

pour but d'aider les personnes à traverser les périodes difficiles. Mais pas plus. De nos jours, la grande majorité des migrants se déplacent vers d'autres régions au sein du même pays mais de façon plus permanente, ce qui conduit à un développement urbain sauvage et à des conflits locaux.

Pour couronner le tout, lorsqu'ils en avaient les moyens, au moins 1 million d'Africains ont tenté de migrer, par des canaux irréguliers, vers l'Europe ces cinq dernières années.

J'ai eu l'occasion de rencontrer un certain nombre de migrants ces derniers mois. Presque 100 pour cent de ceux que j'ai rencontré étaient de jeunes hommes, âgés d'une vingtaine d'années et ayant un faible niveau d'éducation. Agriculteurs, ils ont quitté leurs zones rurales quand l'agriculture n'a plus permis de subvenir à leurs besoins alimentaires et à ceux de leurs familles.

Donc à mon avis, ce n'est que le début d'une période de migration de masse de personnes en détresse. Dans le monde entier, au cours des 30 prochaines années, 135 millions de personnes risquent de migrer, seulement à cause des facteurs conduisant à la dégradation des terres.

Lorsque la migration n'est plus une option, la seule alternative qui s'offre à eux est de lutter pour accéder aux ressources naturelles. Un jeune homme sur deux qui rejoint un mouvement rebelle cite le chômage comme la raison principale de le faire.

Le nombre de jeunes vulnérables et l'étendue de ressources naturelles maintenant laissées à l'abandon, en particulier les anciennes terres agricoles et les villages ruraux, permettent aux trafiquants, aux groupes terroristes et autres acteurs non-étatiques d'étendre leur influence. Ils profitent de notre manque d'action sur les causes profondes de l'environnement. Nous devons donc agir résolument sur les liens entre la dégradation de l'environnement et les conflits ; la perte d'opportunités/de perspectives économiques et la migration.

En agissant, nous ne devons pas laisser les pauvres derrière. Parler d'agriculture durable n'a de sens que s'ils ne sont pas exclus. L'agriculture durable doit répondre aux doubles défis de la dégradation de terres et du changement climatique. Elle doit œuvrer pour les populations pauvres et leur donner, non seulement les moyens de survivre, mais aussi l'espoir et des perspectives économiques pour l'avenir.

Il est intéressant de savoir qu'en Éthiopie, en dépit de l'agitation actuelle, nous avons la preuve que cela est possible. Presque 7 millions d'hectares de terres ont déjà été réhabilités. Avec des techniques simples telles que des murets de protection en terre, en pierre ou des digues de correction ; l'agroforesterie et les bassins d'infiltration, l'érosion a pu être stoppée. La disponibilité de l'eau a été améliorée. Les régions où les terres ont été réhabilitées ont beaucoup mieux résisté au récent phénomène El Niño.

Si vous vous souvenez de Badada, interviewé récemment, il a dit:

« Auparavant, nous ne produisions pas assez pour notre propre consommation quotidienne. Maintenant, nous produisons assez pour nous-mêmes et pour la vente des denrées alimentaires au marché. Cela me rapporte 474 dollars par an. Tout le monde a un bon revenu et nous commençons à économiser. Nous pouvons scolariser nos enfants. Je peux aussi acheter des choses pour ma maison, des tissus et d'autres articles. Je suis très content de ce qui se passe actuellement. Je n'ai jamais été aussi heureux ».

À travers les hauts plateaux éthiopiens, 100.000 ménages ont pu acquérir des certificats de propriété foncière, ce qui a contribué à renforcer l'appropriation et, à mon avis, à prouver la valeur des terres.

Une fois les techniques d'agriculture durable utilisées, le rendement des récoltes a augmenté d'au moins 10 % en moyenne les premières années et continue d'augmenter. Les revenus des ménages ont augmenté de 160 pour cent.

De tels bénéfices peuvent être transposés à plus grande échelle. Le potentiel et les opportunités sont énormes. En Afrique sub-saharienne, plus de 300 millions d'hectares de terres sont propices aux investissements « verts ». Si l'agriculture durable était pratiquée sur juste 25 pour cent des terres cultivables, les fermiers produiraient 22 millions de tonnes de vivres supplémentaires.

Nous ne devrions pas croire ou exiger que les pauvres soient d'une façon ou d'une autre condamnés à souffrir. Avec les mesures incitatives appropriées, l'agriculture durable peut être favorable aux pauvres. Et l'Afrique est bien équipée pour cela. Nous savons qu'environ 60 à 65 % des terres arables non-cultivées de la planète se trouvent sur ce continent. Il y a des millions d'hectares de terres agricoles abandonnées qui pourraient être réhabilitées.

Les Ministres africains discuteront le 14 novembre sur la formation d'un million ou plus de jeunes africains brillants pour travailler à la réhabilitation



des terres, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et construire un avenir sûr. Le but serait d'offrir des emplois décents basés sur l'exploitation des terres et des opportunités de travail pour générer des revenus dans les domaines de l'agriculture ou du tourisme durable pour les prochaines générations africaines. C'est une alternative attrayante à la migration, à la radicalisation ou aux conflits pour l'accès aux ressources naturelles.

L'augmentation des opportunités d'emplois liées à l'exploitation des terres devrait relancer un cycle de création de richesse et de croissance. Et les actifs productifs amélioreront leur valeur inhérente pour le développement social et économique.

Le but est de « libérer » le potentiel des terres et humain de l'Afrique. Investir dans la jeunesse et dans la terre est sans aucun doute plus efficace qu'investir dans les infrastructures, les guerres et les aides. Si nous investissons dans les pays pauvres et les jeunes ; dans leurs terres et leur avenir, ils prospéreront.